



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCRE 25 NOVEMBRE 2015

Félix Prosper Basse : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO

VIH/ SIDA :

A Bukavu, le lundi 23 novembre 2015, la Section VIH/SIDA a organisé une séance de sensibilisation au VIH/SIDA à l'endroit du personnel militaire et civil de la MONUSCO.

L'activité s'inscrit dans le cadre de la Journée Mondiale de lutte contre le VIH/SIDA, célébrée le 1er décembre de chaque année et contribue à réduire le risque de contamination ou de transmission du VIH par le personnel de la MONUSCO.

Droits de l'Homme :

Toujours à Bukavu, depuis hier mardi le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme tient un atelier de deux jours à l'intention des avocats du Sud-Kivu.

Cet atelier qui réunit une vingtaine d'avocats à Bukavu est organisé avec la collaboration du barreau de Bukavu et du Groupe d'experts sur l'Etat de droit/violences sexuelles. Selon les organisateurs, l'objectif poursuivi est de renforcer les compétences des avocats en matière de pratique professionnelle et de stratégie d'action dans la protection des victimes et témoins en justice pénale.

Selon Marietha Dos Santos, la chef de Bureau par intérim de la MONUSCO/Sud-Kivu, « l'Organisation des Nations Unies, à travers la MONUSCO, fait de la lutte contre les violences sexuelles et de la lutte contre l'impunité un cheval de bataille important. » En plus de la responsabilité de l'Etat de protéger les victimes et les témoins des violences, « les différents acteurs judiciaires, notamment les avocats, doivent également œuvrer pour garantir l'application de cette protection », a indiqué Marietha Dos Santos.

Outre le Sud-Kivu, les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont hôtes d'un atelier similaire organisé par le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Genre :

La Section Genre de la MONUSCO a procédé le 19 novembre 2015 à une séance de renforcement des capacités au profit de 44 éléments de la PNC, dont 4 femmes, pour la prise en compte du genre pendant le processus de sécurisation des élections en RDC, particulièrement en Ituri.

Les notions du genre et le cadre conventionnel ont été expliqués aux participants et des actions pratiques à mener au lieu de vote ou d'enregistrement des électeurs et électrices, notamment la gestion des files d'attente, l'escorte, la fouille et les zones insécurisées, surtout pour les femmes ; ont été clarifiées pour une meilleure considération pendant le processus électoral.

Un accent particulier a été également mis sur l'importance de la présence des policières au sein de toutes les unités de la PNC.

Dans leurs recommandations, les participants ont demandé aux policiers de s'abstenir de toutes formes de violence à l'égard de leurs collègues femmes, afin d'inciter les filles à se faire recruter au sein de la PNC.

La CENI est quant à elle appelée à approcher, entre autres, les bureaux de vote et à revoir la présence du nombre d'électeurs dans les zones insécurisées du sud d'Irumu et de Mambasa, pour les encourager à prendre part aux élections.

Police MONUSCO :

La coordination de la SOLIB, Stratégie Opérationnelle Intégrée de Lutte contre l'Insécurité à BENI (SOLIB), a organisé le mercredi 19 novembre 2015, une rencontre de sensibilisation avec le Bourgmestre, l'équipe communale et plus de deux cent (200) femmes de la commune de Ruwenzori.

Le coordinateur a largement entretenu les partenaires sur le genre, les abus et violences subies par les femmes et autres personnes vulnérables, mais aussi sur les droits des enfants et le rôle à jouer par les femmes dans la résolution des crises dans cette partie du Nord-Kivu.

Le 22 novembre 2015, a eu lieu à Goma, l'ouverture du séminaire de recyclage des officiers de police judiciaire, formateurs en matière de lutte contre les violences sexuelles.

Ce recyclage a comme objectifs : la mise à jour des connaissances en matière de lutte contre les violences sexuelles, le plaidoyer pour la validation et l'intégration de ces formateurs dans le circuit par la Direction générale des Ecoles et Formations (DGEF), la préparation de sessions pratiques sur le terrain.

Dans le cadre des recyclages en sécurisation du processus électoral au profit des cadres et agents de la Police nationale congolaise (PNC), le Secteur de la Police des Nations Unies (UNPOL) de Bunia a poursuivi ses sessions, alors que les secteurs de Kisangani, Kalemie, Goma ont fini.

192 policiers dont 35 cadres et 16 femmes suivent actuellement ces différentes remises à niveau et formation.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/Oicha, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation.

Au total, 87 appels ont été reçus sur les numéros verts. 28 interventions ont eu lieu et donné 14 interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 608 patrouilles de sécurisation, dont 202 conjointes avec la PNC, ont été effectuées. Par ailleurs, 14 « check points » [postes de contrôle] et 24 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces unités.

Activités de l'Equipe-pays

Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes :

1 femme sur 3 dans le monde est victime de violence physique ou sexuelle dans sa vie, 700 millions de femmes se marient avant l'âge de 18 ans, 133 millions de femmes et de filles ont subi des mutilations génitales féminines, les chiffres donnent le vertige et viennent en écho à la célébration, ce 25 novembre, de la journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes dont le thème, cette année, est la prévention, soit stopper la violence avant qu'elle ne se produise.

La prévention de la violence passe par des interventions d'ensemble ciblant à la fois des individus, les familles et les communautés.

Ce thème sera débattu dans le monde entier non seulement aujourd'hui, mais pendant les 16 prochains jours de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

Cette campagne sera marquée en République démocratique du Congo par la visite, la semaine prochaine, de la Directrice Exécutive d'ONU Femmes.

Lutte anti-tabac :

Le renforcement de la coordination multisectorielle pour la lutte antitabac est le thème d'un atelier organisé le 24 et 25 novembre 2015 à Kinshasa par l'Organisation mondiale de la santé et le Ministère de la santé publique.

La situation actuelle de la RDC par rapport à la lutte contre l'épidémie mondiale du tabagisme peut se résumer de la manière suivante: absence d'une loi de lutte antitabac. Il existe une proposition de loi mais qui n'est pas encore adoptée au Parlement; un acquis majeur avec l'existence dans le cadre de la tripartite de lutte antitabac (Ministère de la Santé Publique - Organisations de Société Civile - OMS), mais une absence

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

remarquée d'un mécanisme de coordination multisectorielle impliquant tous les secteurs et partenaires; absence d'un plan stratégique de lutte antitabac, ainsi qu'un manque de ressources allouées à la lutte antitabac et à la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT); circulation sur le marché des produits de tabac issus du commerce illicite ; et intensification du marketing par l'industrie du tabac, y compris dans les milieux universitaires.

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa**, ainsi que dans les autres provinces situées **dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, a été rapportée calme et sous le contrôle des troupes onusienne et congolaise durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces onusienne et congolaise maintiennent une forte pression militaire sur les éléments du groupe Mayi-Mayi Simba et ceux de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), dans le but de contrer leurs activités négatives menées contre les populations civiles.

Dans la province de Haut-Uélé, le 17 novembre 2015, des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba ont attaqué les localités de Malamba et Maha, situées à l'Ouest de la région de Wamba, et pillé des biens de valeur.

Ces attaques ont provoqué le déplacement des populations locales vers le territoire de Mambasa.

Des rapports concordants ont également fait état pendant la période sous examen, d'accrochages entre des troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et des éléments armés non identifiés dans la localité d'Opiko, située à 15 kilomètres de Wamba, au cours desquels deux (02) individus ont été tués.

Cet incident a provoqué le déplacement de plus de six cents (600) individus des villages de Maha, Bafwakoyi et Malamba, vers la forêt environnante et les zones sécurisées, où ils vivent sans assistance dans des familles d'accueil.

Dans la province de Bas-Uélé, un groupe d'éléments supposés appartenir à la LRA a fait incursion pendant la période sous examen dans la localité de Basekpio, située à approximativement 300 kilomètres au Nord de Bondo, tué un (01) homme de 62 ans, kidnappé trois (03) femmes et pillé des biens de valeur.

Les éléments de la LRA ont également attaqué le village Bulumasi, situé à 80 kilomètres au Nord de Bili, pillé plusieurs biens domestiques et kidnappé des villageois, qui ont été forcés de porter les biens pillés.

Le 19 novembre 2015, des présumés éléments de la LRA ont tendu une embuscade à deux (02) cyclistes dans la localité de Bambangu, située à 47 kilomètres au Nord de Bulimasi, dans le territoire d'Ango, pillé tous leurs biens et forcé ces derniers à transporter à travers la brousse les biens pillés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le même jour, des éléments supposés appartenir à la LRA ont investi une ferme dans la région de Banda, située à 150 kilomètres au Nord-est d'Ango, pillé les produits de celle-ci et kidnappé des civils, qui ont été utilisés comme porteurs des denrées pillées.

La Force de la MONUSCO, voulant apporter une réponse ferme et appropriée à cet activisme des groupes armés dans cette province, a déployé un poste opérationnel dans la région de Nagero, située à 23 kilomètres à l'Ouest de Faradje, dans le but de mener des activités militaires conjointes avec les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), contre les forces négatives citées supra.

En Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit en coordination avec l'armée congolaise, la conduite de ses activités militaires visant à éradiquer le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dont les éléments continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles vivant dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Plusieurs biens domestiques ont à cet effet été pillés pendant la période sous examen par des éléments du FRPI, au cours d'incursion dans la localité de Togbe, située à environ 6 kilomètres au Nord-est d'Aveba.

Le 19 novembre 2015, un groupe d'éléments du FRPI basés au mont Omi, situé près de la localité de Koni, a tendu une embuscade et pillé les biens de valeur appartenant aux motocyclistes de la région de Kaguma, en provenance du marché de Bavi.

La Force de la MONUSCO a immédiatement projeté des troupes d'intervention rapide sur les lieux de l'incident, dans le but d'interagir avec les autorités locales, de mener des investigations, de dissuader d'autres attaques similaires, de contrôler la zone, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Des patrouilles conjointes MONUSCO-FARDC déployées promptement pendant la même période dans la région d'Anyaga, y ont fait avorter la perpétration des activités illégales, planifiées par dix (10) éléments du FRPI, dont huit (08) armés.

Les troupes de la Force de la MONUSCO, en coordination avec celles des FARDC, ont également, en suivant les traces des miliciens fugitifs, mené des opérations vigoureuses de bouclage et de ratissage dans les localités environnantes, dans le but de nettoyer la zone de toute présence d'insurgés, de sécuriser la région, de rassurer et de protéger les populations riveraines.

Le 20 novembre 2015, une (01) fille de 16 ans et deux (02) autres femmes ont été violées par des éléments du FRPI, respectivement dans les localités de Sasa (500 mètres de Bavi-Olongba) et de "Suprême" (18 kilomètres à l'Ouest d'Aveba).

Le 21 novembre 2015, les éléments du FRPI ont tendu une embuscade à un groupe de marchands dans la région située entre Kagaba et Nombe, à 50 kilomètres au Sud de Bunia ; molesté sérieusement deux (02) d'entre eux et pillé tous leurs biens.

Les Forces onusienne et congolaise surveillent étroitement la situation sécuritaire dans ces régions, dans le but d'interdire les exactions contre les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La Section des Affaires Civiles de la MONUSCO a également intensifié ses campagnes de sensibilisation sur la protection des populations civiles dans les zones affectées, dans le but d'y empêcher une escalade des violations des Droits de l'Homme par les membres des groupes armés.

La pression militaire exercée par les troupes coalisées MONUSCO-FARDC sur les éléments réfractaires du FRPI, poussent certains à se rendre volontairement.

A cet effet, le 21 novembre 2015, deux (02) miliciens du FRPI en possession d'une (01) arme AK-47 et des munitions, se sont rendus volontairement aux équipes conjointes du 1^{er} bataillon Bangladais et de la Section de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration (DDRRR) déployées dans la région de Kelenzi, située à 16 kilomètres au Nord-ouest d'Aveba.

De plus, dans le cadre des activités civilo-militaires, le 20 novembre 2015, les commandants du bataillon Bangladais de la Force de la MONUSCO, assistés de différents notables locaux, ont distribué à titre gracieux, plusieurs fournitures scolaires et des denrées alimentaires à cinq cents (500) élèves de l'école "Andisoma", située dans la région de Bankoko, adjacente au camp Ndoromo, à Bunia.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire jugée globalement sous contrôle, a été cependant marquée par l'activisme des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, et des autres groupes armés dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, le 19 novembre 2015, des éléments de l'ADF ont tiré un obus de lance-roquette sur une patrouille motorisée d'intervention rapide du bataillon Tanzanien de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO, déployée dans la région d'Opira (6 kilomètres au Sud d'Eringeti), dans le but d'y contrer une embuscade de l'ADF tendue à un véhicule commercial.

Les Casques bleus ont engagé les assaillants, qui se sont enfuis.

Quatre (04) soldats de la paix ont été légèrement blessés au cours de ces accrochages.

Des renforts ont été projetés dans la région concernée par la Brigade d'Intervention de la Force onusienne et les FARDC, dans le but d'appuyer la patrouille du contingent Tanzanien, de sécuriser la zone et de protéger les populations riveraines.

Le même jour, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont attaqué des positions des FARDC situées dans la localité d'Atokaka, à 7 kilomètres au Sud d'Eringeti, et blessé un (01) militaire.

Les troupes de l'armée congolaise ont riposté et repoussé les assaillants.

Par ailleurs, pendant la même période, le bataillon Malawite de la Force de la MONUSCO, alerté sur l'incursion de trois (03) éléments armés dans une maison située dans la région d'Eringeti, a promptement déployé une patrouille d'intervention rapide dans la zone, qui a repoussé les assaillants et fait avorter leurs exactions, notamment le meurtre, ainsi que le pillage des biens de valeur.

Dans le territoire de Walikale, l'environnement sécuritaire a été marqué par l'activisme des groupes armés contre les populations civiles et les activités militaires menées pour leur éradication.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 19 novembre 2015, trois (03) éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), impliqués dans les activités négatives contre les populations civiles, ont été capturés et quatre (04) armes AK-47 récupérées, au cours d'opérations menées par les troupes d'intervention rapide des FARDC dans la localité de Bukonde, située à 7 kilomètres au Sud de Pinga.

Le 21 novembre 2015, environ quinze (15) miliciens du groupe Mayi-Mayi Cheka Nduma Défense du Congo (NDC), ont attaqué la localité d'Ishunga, située à 22 kilomètres au Nord-est de Walikale-centre, kidnappé dix (10) individus et violé trois (03) femmes captives.

La traque de ces assaillants a été lancée par des troupes d'intervention rapide des FARDC, dans le but de les neutraliser et de libérer les victimes.

La Force de la MONUSCO a également déployé des patrouilles motorisées d'intervention rapide dans la région concernée, dans le but d'interdire toute nouvelle incursion des groupes armés, de dominer le terrain, de rassurer, et de protéger les populations civiles.

Par ailleurs, dans le cadre des activités militaires visant à mettre un terme à la récurrence d'affrontements entre les éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et ceux du groupe Mayi-Mayi Lafontaine dans la localité de Kimaka, située approximativement à 22 kilomètres au Nord-ouest de Miriki (30 kilomètres à l'Ouest de Luofu), des patrouilles conjointes de bouclage et de ratissage MONUSCO-FARDC ont été menées dans les régions situées dans la partie méridionale de cette localité.

Les troupes coalisées ont plus tard occupé des positions défensives à l'intérieur de la localité concernée, rassurant ainsi les populations locales, qui ont commencé à retourner dans leurs zones d'origine.

Des éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC) ont également été déployés dans cette région, dans le but d'y restaurer l'ordre et la sécurité.

A noter que sept (07) civils ont été tués au cours de derniers accrochages survenus le 17 novembre 2015 dans la région de Kimaka, entre les deux groupes armés précités.

Dans le territoire de Lubero, le climat sécuritaire a été dominé par des exactions perpétrées par des éléments des FDLR contre les populations civiles.

Le 22 novembre 2015, cinq (05) individus ont été kidnappés par des rebelles des FDLR dans la localité de Lusamambo, située à 9 kilomètres au Sud-ouest de Buleusa.

Au chapitre des redditions dans la province, du 18 novembre 2015 à ce jour, douze (12) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **cinq (05) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), un (01) du groupe Mayi-Mayi "Nyatura" et six (06) de divers groupes Mayi-Mayi.**

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire jugée globalement calme, a été marquée par des arrestations des éléments appartenant aux groupes armés et par l'activisme des rebelles des FDLR.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les Forces de Défense et de Sécurité congolaises ont procédé pendant la période sous examen, aux arrestations des éléments des groupes armés actifs dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire d'Uvira, dans la nuit du 16 au 17 novembre 2015, des patrouilles d'intervention rapide des FARDC ont appréhendé cinq (05) éléments armés, en possession de trois (03) armes AK-47 et des munitions, auteurs d'activités négatives dans la localité de Baraka-centre, située à 90 kilomètres au Sud d'Uvira-centre.

Le 18 novembre 2015, la PNC a arrêté quatre (04) éléments armés à Bukavu, située à 98 kilomètres au Sud de Goma, qui ont révélé avoir été impliqués dans l'embuscade tendue en mai 2013 aux Casques bleus dans la région de Chidaho, située à 18 kilomètres au Sud de Bukavu, au cours de laquelle un (01) soldat de la paix a perdu la vie.

Par ailleurs, la situation sécuritaire dans cette province a été perturbée par l'activisme des éléments des FDLR contre les populations civiles.

Les 15 et 18 novembre 2015, des éléments des FDLR ont tendu des embuscades aux commerçants en déplacement vers Minembwe (près de Mibunda, 73 kilomètres au Sud-ouest de Mwenga) et à Rusankuku (14 kilomètres au Nord-est de Mikenge), et pillé des biens de valeur.

Le 18 novembre 2015, des déplacements des populations civiles implantées dans la localité de Luindi (56 kilomètres au Nord de Mwenga) ont été rapportés, suite aux accrochages entre les éléments des FDLR et ceux du groupe Mayi-Mayi.

Au chapitre des redditions dans cette province, un (01) élément du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki faction "Mabala", s'est rendu aux troupes des FARDC déployées à Kigulube, situé à 187 kilomètres au Nord-est de Shabunda-centre.

Au Katanga, le climat sécuritaire demeure volatile et imprévisible, quoique sous le contrôle des Forces onusienne et congolaise.

Il a été marqué le 16 novembre 2015, par des opérations menées par des troupes des FARDC contre des éléments du groupe Mayi-Mayi Bakata-Katanga basés à Mitwaba (337 kilomètres au Nord de Lubumbashi), dont certains étaient porteurs d'armes AK-47 et semaient la terreur et la désolation dans la localité de Kitogo.

Cette opération est consécutive aux attaques des éléments Mayi-Mayi rapportées dans la nuit du 9 au 10 novembre dans les localités de Kipombo, Lusuafa, Tomombo et Kylunga.

Des sources concordantes, le bilan de ces opérations fait état de neuf (09) éléments Mayi-Mayi tués.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1156** patrouilles armées, dont **321** nocturnes, et fourni **56** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04